HAL
open science

Bagdad, ville en guerre

Bénédicte Tratnjek

To cite this version:

Bénédicte Tratnjek. Bagdad, ville en guerre. 2010, http://www.franceculture.com/blog-globe-2010-06-30-bagdad-ville-en-guerre-entretien-avec-benedicte-t. halshs-00594133

HAL Id: halshs-00594133

https://shs.hal.science/halshs-00594133v1

Submitted on 18 May 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Bagdad, une ville en guerre

Bénédicte Tratnjek

Entretien réalisé par Sylvain Kahn, pour *Globe* (*Planète Terre*, France Culture), les 28 et 29 juin 2010.
Publié en ligne le 30 juin 2010 : http://www.franceculture.com/blog-globe-2010-06-30-bagdad-ville-en-guerre-entretien-avec-benedicte-tratnjek.html-0

Bénédicte Tratnjek travaille sur les villes en guerre. Elle est chercheuse, enseignante et doctorante en géographie à l'université de la Sorbonne (paris IV). Elle anime le blog géographie de la ville en guerre. Dans Planète terre, elle fut l'une des deux invités de l'émission du 11 novembre 2009 (traces de la guerre sur les territoires). Cet entretien pour Globe a été réalisé les 28 et 29 juin. Retour sur Bagdad, dont il était question dans l'émission du 30 juin avec Hosham Dawod (disponible à l'écoute à la carte et au podcast), et dans le dernier billet multimédia de Globe.

1/ Quelles sont les caractéristiques géographiques d'une « ville en guerre » ? Les retrouve-t-on à Bagdad ?

Il existe plusieurs manières de définir la ville, et plusieurs manières de définir la guerre. Construire la « ville en guerre » comme objet géographique reste donc un défi. Au-delà de la dimension juridique qui se propose de délimiter la guerre entre une déclaration officielle et la signature de l'accord de paix, on peut définir la « ville en guerre » au prisme des représentations spatiales et du vécu des différents opérateurs spatiaux (qu'ils soient des acteurs syntagmatiques ou non). Il s'agit donc d'espaces que les habitants et les acteurs en armes définissent eux-mêmes comme une ville dans les modalités d'habiter cet espace, et qu'ils perçoivent comme étant plongé dans un chaos (entendu au sens de la dérégulation politique et de l'émergence de « zones grises » qui échappent à la souveraineté de l'autorité officielle) et une violence caractéristiques de la guerre. Parler de « villes en guerre » permet ainsi de dépasser le paradigme militaire de « guerre urbaine » pour lequel la ville est un théâtre d'opérations complexe dans lequel agissent des acteurs en armes et des civils. Mais la « ville en guerre » n'est pas seulement un espace de combats, et c'est là où l'approche géographique nous éclaire pour comprendre ce dispositif spatial : c'est également un espace de vie et un espace cognitif. Ces trois dimensions (espace de combats, espace de vie et espace symbolique mis en discours) permettent de comprendre le « vivre la ville en guerre ».

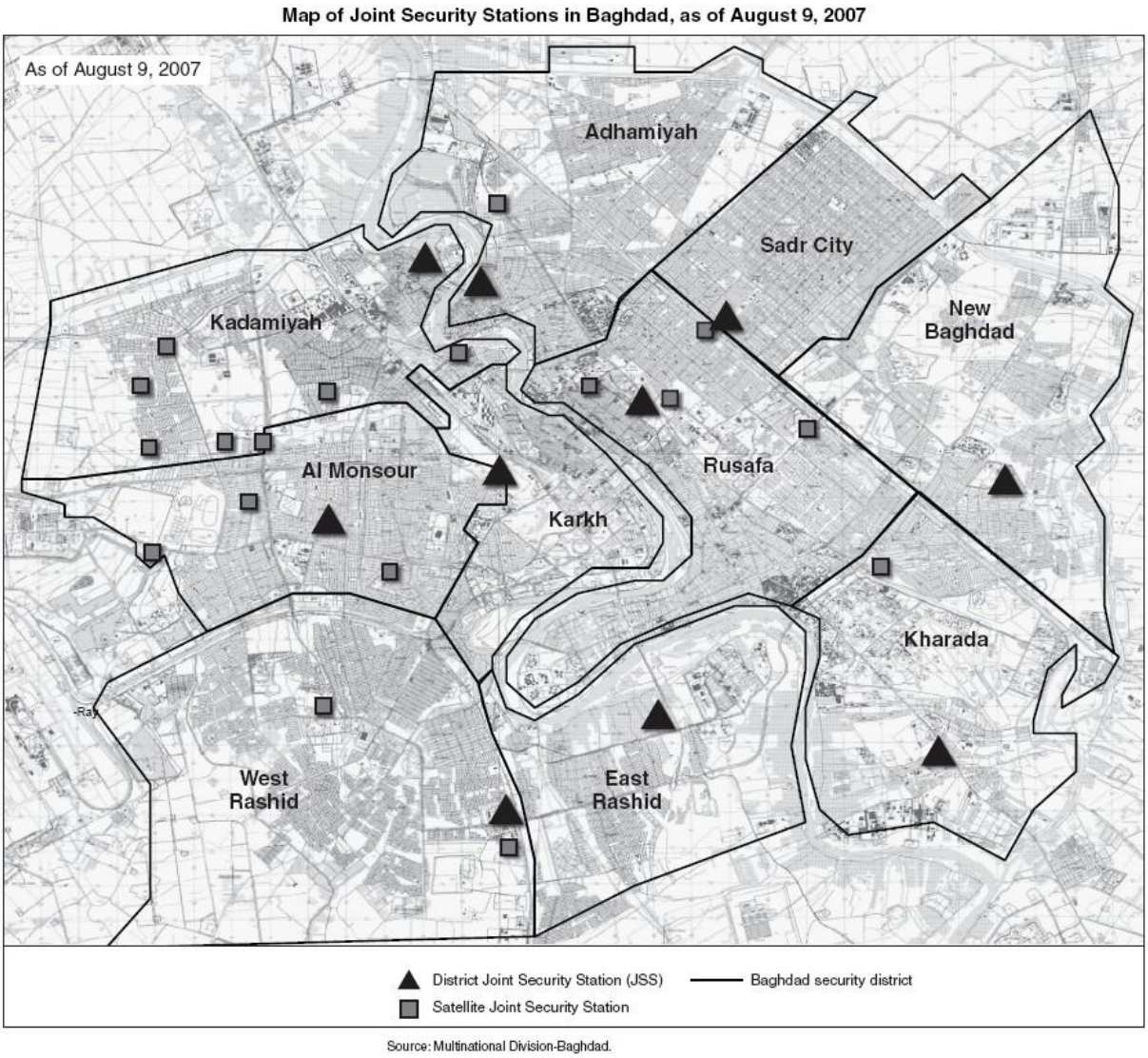
La « ville en guerre » se définit d'abord par la multitude et la pluralité des acteurs en armes (milices, groupes insurrectionnels, militaires étrangers, militaires locaux, groupes criminels…). Dans cette perspective, l'approche géographique est un puissant décrypteur de ces différents acteurs de la violence, puisque chacun possède ses propres spatialités, qui sont autant d'enjeux dans les processus d'imposition de la paix et de pacification. Bagdad en est un exemple emblématique, dans la mesure où cette ville est un espace disputé à la fois par des miliciens, des insurgés et des militaires intervenant dans le cadre d'une intervention extérieure pour amener la paix (du moins, est-ce l'intention de la mission militaire de la coalition menée sous l'égide des Etats-Unis, même s'il est plus que possible d'en contester la légitimité). Bagdad est donc un espace militarisé dans lequel plusieurs types d'acteurs en armes entrent en

concurrence. Les miliciens, tout d'abord, appuient leur stratégie sur un discours politique qui repose sur l'appartenance communautaire comme moyen de sécurisation et moteur d'identité (en rejet de « l'Autre »). Leur action vise donc à protéger le territoire milicien qui constitue leur « sanctuaire » à la fois militaire (en tant que « base » depuis laquelle ils déploient toute action, et qu'ils protègent puisqu'en son centre sont regroupés armements et décideurs politiques) et politique (en tant que « quartier-territoire » fortement approprié et dont la délimitation est mise en visibilité dans le paysage et conditionne les pratiques spatiales, par exemple à travers la présence de check-points qui « sanctionne » un droit d'entrée, ou par la présence d'affiches et de graffiti témoignant de l'homogénéisation politique et culturelle qui existe à l'intérieur du quartier et qui repose sur un processus de construction identitaire en rejet d'un « Autre », défini sur des critères identitaires – ethniques, religieux, linguistiques…– , mais aussi politiques et sociaux). Cette stratégie est une réponse à leur discours politique qui vise à l'appropriation de territoires dans la ville, par l'intimidation, la violence et des actions militarisées. Cette stratégie est donc une réponse propre au discours politique du chef milicien, qui cherche à avoir un contrôle territorial sur un espace qui constitue son « fief » et dans lequel les habitants sont des proches ou tout du moins appuient son discours (de manière plus ou moins convaincue !) en échange de la protection de la milice. Les chefs miliciens bagdadis sont nombreux et leur emprise territoriale est plus ou moins étendue. A titre d'exemple, la milice chiite *Jaish al-Madhi* a étendu dès début 2007 son contrôle territorial, y compris sur des quartiers mixtes (entendus comme intercommunautaires), mais une telle assise territoriale – au-delà des quartiers sunnites qui constituent son « bastion politique » a été remise en cause quelques mois plus tard dans certains quartiers mixtes : la géographie des milices est très changeante au cœur de la ville, et tient aussi sur des alliances forfuites (certains groupes armés plus modestes se sont alliés à des milices plus puissantes, bien que ces filiations restent plus le fait d'une « entente stratégique » que d'une réelle allégeance).

Ensuite, les mouvements insurrectionnels sont aussi des acteurs qui visent à la déstabilisation de la « ville en guerre », tout particulièrement dans les cas afghan et irakien. C'est certainement les belligérants les plus médiatisés dans le cas de Bagdad : les média relatent les nombreux attentats, et montrent ainsi davantage les actions insurrectionnelles que les actions miliciennes. Les deux belligérants sont bien des acteurs qui font de Bagdad une « ville en guerre », par le déploiement de violence et la peur qu'ils insèrent dans les territoires du quotidien. Mais, leurs spatialités sont très différentes, et reflètent des intentionnalités qui entrent en concurrence. En effet, les insurgés ne fondent ni leurs discours ni leurs stratégies sur l'appropriation d'un territoire, mais sur le renversement du pouvoir (officiel ou officieux) qu'ils estiment comme illégitime. Leurs actions reposent donc sur la ruse et l'immédiateté (on parle de « guérilla urbaine » pour caractériser ce type d'actions insurrectionnelles). C'est pourquoi, ils apparaissent souvent comme des acteurs en armes « volatiles ». Mais l'exemple de Bagdad (tout comme celui des autres villes irakiennes, ou des villes afghanes) est une parfaite illustration d'un paradoxe que la géographie met en exergue : si le temps de l'action insurrectionnelle repose sur le mouvement, les insurgés ne doivent pas être perçus comme des belligérants « nomades ». Eux aussi ont leurs propres territorialités : ainsi, leurs bastions (qu'ils soient dans la ville de Bagdad elle-même, en périphérie, dans des zones où le quadrillage sécuritaire par les forces armées de la coalition sous l'égide des Etats-Unis est beaucoup moins dense ; ou à l'extérieur de la ville, dans des zones-refuges) constituent leurs territoires du quotidien, dans lesquels ils préparent leur action, embrigadent et forment les nouvelles « recrues », prônent leur message politique. Mais, contrairement aux milices, ces territoires ne constituent que des « bastions » militaires, et aucunement des territoires identitaires, et sont interchangeables pour les insurgés. Parmi les attentats « célèbres », on peut citer celui du 19 août 2003 où un kamikaze a fait exploser une voiture piégée contre le

bâtiment de la délégation des Nations Unies (24 morts et une centaine de blessés). Depuis, les attentats-suicides se sont multipliés et témoignent de l'ultramobilité des mouvements insurrectionnels. Mais eux aussi entrent en concurrence les uns avec les autres (pour reprendre l'exemple précédent, deux groupes insurrectionnels en revendiquent la « paternité » : les islamistes du *Tawhid al Jihad* et le groupe inconnu *Abu Hafs al Masri*). Ces rivalités de pouvoir se traduisent notamment par une extension dans le temps et dans l'espace des attentats, qui relèvent d'un ancrage de la présence insurrectionnelle dans le paysage urbain comme dans les esprits (des « ennemis » comme ceux de la population civile).

Dernier acteur marquant de la « ville en guerre » : la force militaire (entendue au sens d'une armée représentant un Etat, pour différenciation avec les acteurs « militarisés » tels que les milices et les insurgés qui sont des acteurs agissant au nom d'un pouvoir officieux). Sous la forme d'une intervention d'une coalition internationale, la présence militaire dans la ville de Bagdad se traduit d'une part par la prise de territoires urbains contrôlés par cette force, et d'autre part par la mise en place d'un dispositif d'intervention et de sécurisation de la ville depuis les territoires contrôlés (c'est-à-dire un quadrillage sécuritaire, sous forme de patrouilles militaires, de fouilles dans les maisons, d'opérations armées…). A Bagdad, ce contrôle territorial a été pensé en fonction du découpage administratif de la ville : chaque quartier a vu ainsi l'implantation d'une base militaire qui constitue autant de centralités pour l'action militaire. Des zones, telles que l'aéroport (pour des raisons évidentes d'approvisionnement des troupes et de soutien matériel) et la « Green Zone » font l'objet d'une appropriation accrue par les forces de la coalition. Dans les autres quartiers, la sécurisation est moins dense, et reposent sur une logique de points/lignes/réseaux : à partir des bases militaires (les points), des patrouilles sont mises en place (les lignes) et mises en cohérence les unes avec les autres (le réseau) pour effectuer un quadrillage le plus dense possible, au vu du nombre d'hommes déployés dans la ville. Mais cette opération militaire est complexe, du fait de l'étendue de la ville de Bagdad, quelle soit horizontale ou verticale (les réseaux souterrains, notamment, sont particulièrement utilisés par les belligérants pour agir tout en restant « invisibles »). C'est d'ailleurs le cas dans toute « ville en guerre ». La présence d'une telle force armée étrangère à des fins de pacification ne fait pas « disparaître » les belligérants de la ville : ceux-ci s'adaptent, recomposent leurs spatialités, se rendent parfois moins visibles. La complexité de l'intervention militaire n'en est pas moindre, au contraire. La superposition de tous ces acteurs en armes dans une même ville témoigne de la militarisation de la ville. Ce processus affecte profondément les espaces de vie pour la population civile qui se retrouve, entre périodes de violences extrêmes et périodes d'accalmie, à devoir adapter ses pratiques spatiales.



Le dispositif militaire dans la ville de Bagdad en août 2007
Source : *GlobalSecurity*

2/ La comparaison avec Mitrovica, Sarajevo et Beyrouth est-elle pertinente pour comprendre Bagdad ?

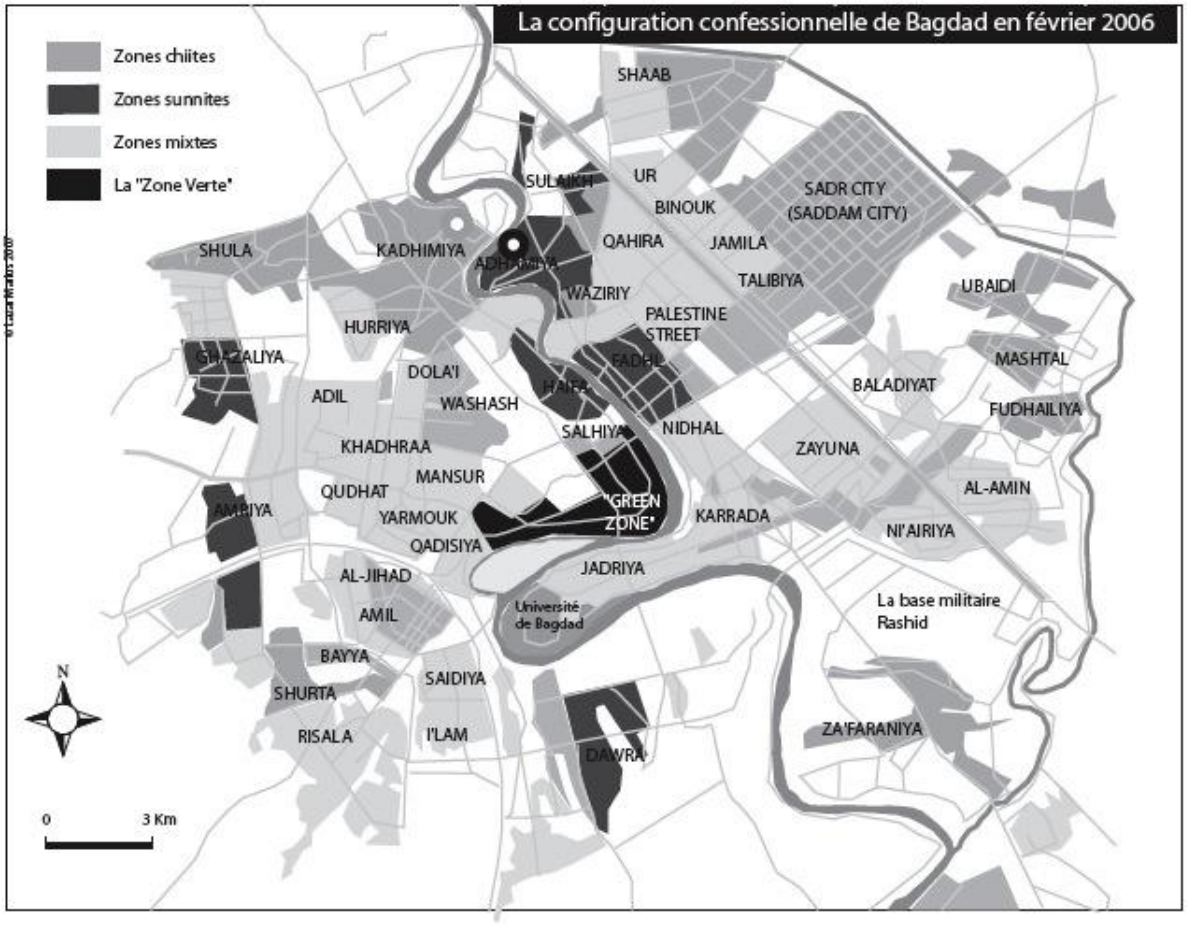
Tout travail de comparaison possède, bien évidemment ses limites : chaque « ville en guerre » possède ses caractéristiques propres. Pourtant, au regard des transformations du « vivre en ville », une grille de lecture commune apparaît. La « coprésence » (que l'on peut penser comme une caractéristique de la condition urbaine) exacerbe les violences, mais aussi les rend plus visibles : chaque habitant est témoin, victime ou proche d'une victime des atrocités de la guerre. Il ne faut pas oublier que les populations civiles ne sont pas seulement des cibles dans les guerres urbaines (et l'on retrouve l'importance de ne pas penser la « ville en guerre » qu'au prisme de la « guerre urbaine » et des enjeux militaires) : elles se déplacent quotidiennement pour leur survie (ne serait-ce que pour s'approvionner en vivres et en médicaments), elles se mobilisent, elles activent ou inventent des réseaux d'entraide, elles protègent leurs territoires de l'intimité, elles migrent… Leurs pratiques et leurs représentations spatiales ont donc d'importantes répercussions sur les recompositions

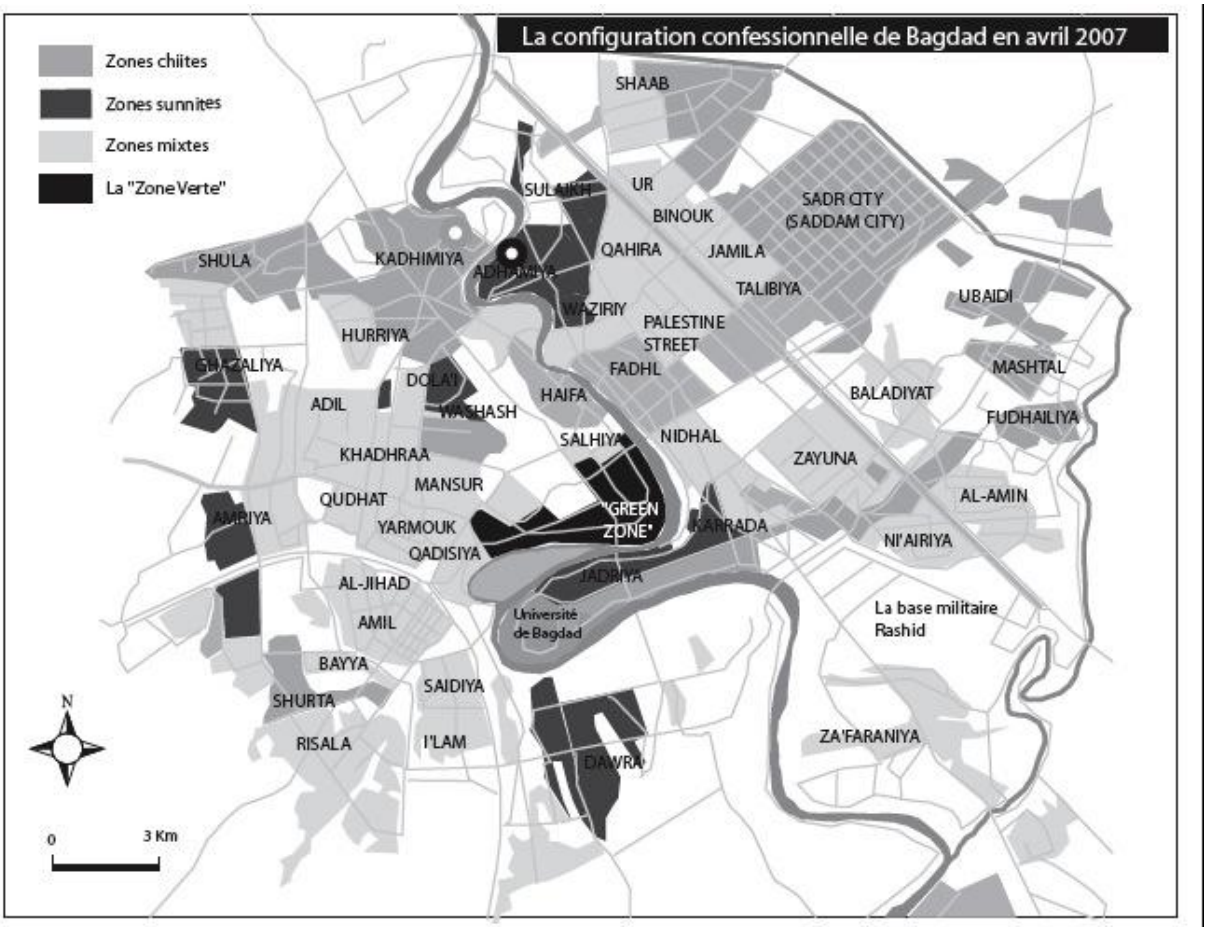
territoriales en cours. Il existe des paradoxes communs dans toutes les « villes en guerre », entre destructions et reconstructions, entre guerre et paix.

« L'efficacité géographique de la guerre sur la ville », pour reprendre l'expression de la géographe Elisabeth Dorier-Apprill (*Vies Citadines*, sous la direction d'Elisabeth Dorier-Apprill et de Philippe Gervais-Lambony, Paris, Belin, 2007), est multiforme et multiscalaire. Elle se lit, tout d'abord, dans les paysages de destruction, qui permettent de comprendre que les différents quartiers d'une « ville en guerre » sont affectés inégalement par les violences. Mais, cette efficacité géographique de la guerre sur la ville est principalement invisible, et se traduit davantage par des reconfigurations des territoires dans la ville. Les affrontements entre belligérants et acteurs militaires dans la ville s'ancrent ainsi dans les stratégies résidentielles des habitants. La « ville en guerre » est transformée par une géographie de la peur. Les exemples de Mitrovica (Kosovo), Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), Beyrouth (Liban), Abidjan (Côte d'Ivoire), mais aussi Belfast, Kinshasa, Brazzaville, Mogadiscio, Kaboul ou Nicosie, permettent de montrer qu'il existe des invariants dans ces processus. Le principal reste l'enfermement qui se traduit par la fragmentation des territoires urbains. Par peur, par besoin de se protéger, par besoin de survivre, sous le poids des menaces, les habitants se déplacent pendant la guerre pour s'abriter dans des « quartiers-territoires » où ils seront protégés par une milice qui les reconnaît comme appartenant à « l'endogroupe ». Le choix est très limité pour les civils : vivre dans un quartier où leur sécurisation sera assurée par des acteurs dont ils ne légitiment pas forcément pas l'action, ou vivre dans un quartier en situation de minorité où non seulement la milice dominante ne les protégera pas, mais en plus elle les menace. Si la résistance à ces menaces est réelle pendant les premiers temps de la guerre, elle tend à disparaître au fur et à mesure du prolongement du conflit et de l'exacerbation des violences. Avant les guerres, Mitrovica, Beyrouth et Sarajevo se présentent comme trois villes au profil sociospatial très différent : Mitrovica est une ville divisée où la ségrégation urbaine est très poussée, et se traduit par la rivière-frontière Ibar. Au Nord, le quartier est majoritairement serbe, au Sud majoritairement albanais. Les deux rives ne parlent pas la même langue, et l'urbanité de cette ville se définit davantage par un « vivre côte à côte » qu'un réel « vivre ensemble ». Il existe néanmoins quelques poches de peuplement minoritaire dans la ville, sur les deux rives. Sarajevo, autre ville alors « yougoslave », est son opposé : la « vivre ensemble » est un construit social et politique, fruit d'une longue volonté des acteurs locaux, où le « vivre ensemble » est un facteur d'identité collective. Les habitants se définissent d'abord comme « Sarajéviens », leur appartenance ethnique et confessionnelle appartenant au domaine privé. Le *komsiluk* (le « bon voisinage ») est un art de vivre fortement ancré dans cette ville, et permet notamment aux habitants de se différencier des ruraux qu'ils perçoivent comme des « rustres » (les zones rurales de Bosnie-Herzégovine étant alors formées de villages monoethniques où l'entre-soi communautaire est entretenu avec force). En témoignent les mariages mixtes qui sont très nombreux. Sarajevo d'avant-guerre peut réellement être définie comme une ville multiethnique, dans la mesure où la répartition des populations dans la ville ne se fait pas en fonction de l'appartenance ethnique et/ou confessionnelle, mais en fonction de la date d'arrivée dans la ville et de l'appartenance sociale (les populations les plus pauvres et nouvellement installées dans la ville se situant dans les banlieues de type communiste, qui ont été construites du temps de Tito). Enfin, Beyrouth d'avant-guerre est une ville qui se situe à « l'entre-deux » par rapport à Mitrovica la ville divisée, et Sarajevo la ville cosmopolite. C'est une ville dans laquelle le « vivre ensemble » est limité à des territoires (principalement le centre-ville comme espace de rencontre, le Nord de l'agglomération, et les franges urbaines dans la banlieue Sud qui servent de « zones tampons » entre des quartiers fortement communautarisés). On peut parler de « ville multiculturelle à tendance communautaire ». Cette présentation devrait, bien évidemment, être

bien plus développée. Mais, on remarque que ces trois villes présentent, avant la guerre, trois profils sociospatiaux très différents. Pourtant, la guerre s'est inscrite d'une manière comparable dans les pratiques spatiales, les représentations et les stratégies résidentielles des habitants de ces trois villes : dans les premiers temps de la guerre, est apparue (pour Sarajevo et les quartiers mixtes de Beyrouth) et s'est renforcée (pour Mitrovica et les quartiers ethniquement homogènes de Beyrouth) une géographie de la distanciation. La mise à distance de « l'Autre » est l'ancrage spatial de la peur, que les milices et les acteurs insurrectionnels tendent à renforcer par leur violence et leurs discours de rejet de « l'Autre ». Elle se traduit par l'émergence ou la réactivation (selon les quartiers) de lignes de fractures entre les populations, non seulement sous l'angle communautaire, mais aussi selon l'appartenance politique et sociale. A mesure que la guerre se poursuit, cette géographie de la distanciation se renforce et se transforme en une véritable géographie de la différenciation : les habitants se déplacent dans la ville pour vivre dans un quartier où ils se sentent moins en danger, et l'espace urbain laisse place à une multitude de territoires identitaires. La fragmentation (à la fois culturelle, sociale et politique) de la « ville en guerre » est un invariant que l'on retrouve dans les différents cas analysés par les géographes. Les cartes de la répartition de la population dans la ville de Bagdad traduisent le même processus, avec une disparition progressive des quartiers mixtes, et un renforcement de l'enfermement communautaire, du repli sur soi en rejet de « l'Autre », avec par exemple, l'extension du quartier sunnite de Dawra sur le quartier mixte à proximité entre 2006 et 2007. Ces violences intercommunautaires se traduisent par la volonté de la part des belligérants d'effectuer des « nettoyages territoriaux » (on parle généralement de « nettoyages ethniques » pour aborder ces phénomènes, mais ils pourraient, à l'avenir, prendre d'autres objectifs qu'une identité définie par la différenciation ethnique, et portés sur des critères sociaux, politiques… Tout critère de différenciation peut être l'objet de ce type de processus, tant qu'il permet de « galvaniser » les populations ciblées par de tels discours haineux) : il s'agit d'homogénéiser, par le recours à la violence, un territoire défini comme « identitaire » par un acteur. Dans les « villes en guerre », cela se traduit par des violences à toutes les échelles : à l'échelle du quartier comme à celle de l'habitat. La coprésence, vécue comme « inacceptable » par les belligérants qui prônent l'homogénéisation identitaire du territoire approprié, est alors source d'une très grande vulnérabilité pour les populations qui se retrouvent en situation de minorité dans un quartier, parce qu'elles sont jugées comme « indésirables » par l'acteur dominant ce quartier. On retrouve ce processus dans les violences intercommunautaires à Bagdad depuis 2003.

Cartes – La modification de la carte confessionnelle de Bagdad à la suite des violences sectaires





Sources : *Baghdad : Mapping the Violence*, BBCNews, Mai 2007 ; International Medical Corps, *Iraqis on the Move : Sectarian Displacement in Baghdad*, February.

Source : Lazar Marius, 2008, « Bassora : géopolitique d'une région chiite », *Hérodote* n°130, pp. 76-111.

3/ Les attentats terroristes, depuis sept ans, redessinent-ils la morphologie urbaine de Bagdad ?

Tout comme les actions miliciennes, les actions insurrectionnelles dans Bagdad ont de forts impacts sur la ville. Ces attentats visent des « lieux discursifs » (on peut d'ailleurs là faire un parallèle avec l'urbicide, ce massacre ritualisé de la ville tel que l'a énoncé Bogdan Bogdanovic, qui a caractérisé les villes ex-yougoslaves, mais aussi libanaises : tous les belligérants pensent géographiquement la destruction de la ville, bien que cela se traduise de manière différente en fonction de leurs intentionnalités et des mises en concurrence qui existent avec d'autres acteurs dans la ville), c'est-à-dire des lieux ciblés pour leur importance cognitive. La « ville en guerre » est un espace symbolique (phénomène qui est fortement amplifié par la présence de média qui relaient l'information dans et hors de la ville). Dis de manière simple, le principe des attentats urbains est de « frapper fort là où ça fait mal ». Le lieu a donc toute son importance. Il s'agit de « lieux discursifs » dans la mesure où les actions insurrectionnelles procèdent à une mise en scène de l'attentat pour le rendre visible dans son immédiateté. Cela peut être des géosymboles politiques (tels que les ambassades étrangères ou les hauts-lieux du pouvoir irakien), des géosymboles identitaires (tels que les monuments religieux) ou des lieux où la foule urbaine sera présente malgré l'enfermement dans les logements qui sont les conséquences de la peur des populations qui se représentent leur

habitat comme un « sanctuaire » sécurisant par rapport au « dehors » imprévisible (tels que les marchés). Le paysage urbain devient, avec la répétition des attentats, un paysage de décombres et de ruines, qui marque les esprits et pérennise la guerre dans les imaginaires spatiaux. Néanmoins, le caractère imprévisible de ces attentats explique qu'ils ne procèdent pas à un remaniement aussi définitif dans les espaces de vie des habitants. Si certains quartiers tendent à se vider de leurs populations par la récurrence (encore faut-il que ces populations aient les ressources minimales – ressources financières et/ou réseaux de solidarité – pour se reloger ailleurs, dans ou hors de la ville), les attentats dont les futures cibles ne sont pas connues à l'avance ne provoquent pas massivement de déplacements de population dans la ville. Cette stratégie qui ne repose pas sur une assise territoriale, ne relève donc pas de « nettoyages territoriaux », mais bien d'une déstabilisation du pouvoir politique contesté (local, national ou international). Plus que la répartition de la population qui est visée, c'est bien plus l'impossible gouvernance urbaine, et donc « retour à la normale » qui est recherché.

Leur impact est plus indirect, puisque par les attentats, ce sont d'abord les territoires militaires de la coalition internationale qui sont remis en cause. La « contre-insurrection » requiert la réappropriation des espaces urbains, leur « remise en fonctionnement » pour empêcher l'émergence de « zones grises » échappant à la souveraineté des acteurs politiques officiels. Chaque attentat remet donc en cause le déploiement militaire dans la ville de Bagdad. Les ajustements et les profondes modifications de celui-ci ont été très nombreux depuis 2003, afin d'étendre l'emprise territoriale de la coalition sur l'ensemble de la ville (un tel objectif reste aujourd'hui loin d'être réalisé, et les territoires appropriés et contrôlés par la coalition militaire sous l'égide des Etats-Unis restent très fragiles). Et c'est ainsi, qu'indirectement, les attentats agissent sur les recompositions de l'espace urbain, puisque les militaires interagissent avec la population civile (qui se trouve parfois relogée) et les autres types de belligérants (les milices dans la ville de Bagdad). C'est davantage une réaction en chaîne, qui sert les intérêts des mouvements insurrectionnels, puisqu'avec de « petits moyens » (un attentat), ils déstabilisent l'ensemble d'un équilibre très précaire dans la ville de Bagdad.

Enfin, dernier aspect : la ville de Bagdad comme espace médiatique. Les attentats ont aussi de profondes répercussions sur l'imaginaire spatial de Bagdad dans et hors de la ville. Chaque attentat est relayé par les informations locales et étrangères, et permet d'ancrer la peur du prochain attentat. C'est ainsi que l'enfermement et la peur de « l'Autre » (cet « Autre » que je ne connais pas peut être un(e) kamikaze) s'accroissent. La rue devient alors l'espace de tous les dangers. Pourtant, les Bagdadis, comme tout autre habitant dans une « ville en guerre », se doit de sortir pour survivre. L'hypermobilité des acteurs insurrectionnels provoque donc la peur dans les territoires du quotidien, et accentue les processus de différenciation entre les communautés.

4/ Comment voyez-vous l'avenir de Bagdad ?

La prospective est toujours un exercice difficile, tant le nombre de paramètres à prendre en compte est impressionnant. Néanmoins, la géographie des risques est très éclairante pour comprendre les périodes d'immédiat après-guerre dans les « villes en guerre ». Deux risques sociaux paraissent majeurs : d'une part, la reconstruction comme injustice spatiale ; et d'autre part, la question des retours comme productrice de « déplacés invisibles » dans la ville.

La reconstruction procède de nombreux risques sociaux dans les villes de l'immédiat après-guerre. Pour l'historien Stéphane Taillat, la présence de pétrole en Irak est un handicap dans

le futur processus de reconstruction, qui tendra à accentuer les tensions politiques et électorales, ainsi que le rejet d'une présence étrangère. La reconstruction se fait dans l'urgence : il s'agit avant tout pour les populations de survivre (avoir un toit, accès à la nourriture, l'eau potable, les soins médicaux…), et pour les autorités de rétablir leur souveraineté sur la totalité de la ville, par le biais d'actions fortement symboliques. Les risques dans le processus de reconstruction sont très nombreux, et la reconstruction en elle-même ne suffit pas à « imposer » la paix dans la ville. A Bagdad, la lenteur de ce processus est d'ores et déjà un handicap. Or, les difficultés économiques et sociales s'inscrivent durablement dans les villes, et repousser la reconstruction (même lorsque la paix n'est pas encore un fait établi) est un catalyseur de tensions entre les communautés identitaires, entre les groupes sociaux (avec une injustice sociospatiale entre des quartiers bénéficiant rapidement ou plus largement du processus de reconstruction, et d'autres quartiers, souvent déjà défavorisés, souvent en périphérie des villes là où les médias se déplacent moins et où les enjeux symboliques sont moins importants, dans lesquels va naître une profonde frustration, un rejet de l'autorité politique en place, et souvent une radicalisation politique qui renforce acteurs miliciens et insurrectionnels).

La question des retours des habitants ayant fui Bagdad est également déjà un problème, puisque ce processus a commencé dès 2004. Comme dans beaucoup de « villes en guerre », et plus généralement de « territoires en guerre », la question des retours pose celle des déplacés, c'est-à-dire des habitants, pour des raisons de sécurité le plus souvent, qui ne peuvent retourner précisément chez eux. La géographe Jeanne Vivet parle du paradoxe de « l'invisibilité » de ces masses de populations. Alors qu'ils ne sont pas accueillis dans des camps de réfugiés/déplacés, ils sont rendus ainsi vulnérables puisqu'aucune autorité ne les prend en charge. C'est un véritable problème non seulement en termes de gouvernance urbaine, mais aussi parce qu'il tend à renforcer dans le long terme des lignes de fractures intercommunautaires, voire peut en créer de nouvelles dans l'immédiat après-guerre. La poursuite du « nettoyage territorial » dans l'immédiat après-guerre est un risque majeur pour la future Bagdad.

Des liens :

- Les pages du site *GlobalSecurity* consacrées à Bagdad (avec de nombreuses cartes) ;
- Le blog de Stéphane Taillat, agrégé d'histoire qui prépare une thèse sur la contre-insurrection en Irak, *En vérité* (le blog est pour le moment interrompu, mais ses archives restent riches en informations)
- *Les Armées du chaos. Etude sur les évolutions des guérillas en Irak (mai 2003 – octobre 2004)*, Cahier du RETEX, Centre de Doctrine d'Emploi des Forces (CDEF), Ministère de la défense, 2004.